

L'expérience du politique dans le milieu associatif en Argentine : entre modes de vie, bénévolat et travail

Political experience in social organizations in Argentina: ways of life, volunteering and working

PIA V. RIUS

Résumés

Français English Español

En Argentine le milieu associatif devient un élément central de plusieurs dispositifs de politique sociale, notamment vis-à-vis de l'emploi. Dans ce contexte, je propose de réfléchir ici à l'expérience du politique dans une population qui érige l'autogestion en mode de vie alternatif. Mon hypothèse est que l'étude des rapports à l'État, au gouvernement et aux politiques publiques ne permet pas de saisir pleinement cette expérience, dans la mesure où elle dépasse la dimension institutionnelle. En revanche, l'analyse du milieu associatif à partir d'une enquête ethnographique rend compte des modalités de politisation ancrées dans le quotidien, imprégnées par et imprégnant l'organisation collective, le travail, l'alimentation ou la consommation culturelle. Ces choix politiques, éthiques et esthétiques seront restitués ici par la description et l'analyse de plusieurs scènes, routines et échanges ponctuels qui mettent en évidence les effets du partage d'un lieu de rencontre culturel, de travail, de militantisme, dans l'expérience du politique et les modes de vie de ceux qui s'y prêtent.

In Argentina, there is renewed attention to civil society organizations both as a social policy device to solve unemployment and as a form of political commitment. This article examines how a population involved in a number of social programs turns self-organization (autogestion) into an alternative way of life. Rather than examining constituted political actors or simply events and moments that constitute the political, the ethnographic account of everyday life in a social and cultural association gives us better understanding of the way political experiences take place. The ethnography allows to account the way political commitment works in everyday life, in collective organization, at work, through alimentation or cultural consumption. The article offers evidence from a number of exchanges and routines that involve political, ethic and esthetic choices. The scenes restore the effects of sharing cultural activities, work and political commitment in a common place.

La experiencia de lo político en organizaciones sociales en Argentina: entre modos de vida, voluntariado y trabajo

En Argentina el medio asociativo se ha transformado en un elemento central de diversos dispositivos de políticas sociales y en particular de políticas de empleo. En este artículo propongo una reflexión que intenta echar luz sobre la experiencia de lo político de una parte de la población que erige la autogestión en un modo de vida alternativo. Mi hipótesis supone que el análisis de la experiencia de lo político no puede limitarse al estudio de las relaciones entre esas organizaciones y el gobierno o las políticas en las que participan en sus dimensiones institucionales. El análisis del medio asociativo a partir de una investigación etnográfica da cuenta de diversas modalidades de politización, ancladas en lo cotidiano, impregnadas e impregnando la organización colectiva, el trabajo, la alimentación o los consumos culturales. A través de la descripción y el análisis de distintas escenas, rutinas e intercambios el artículo restituye distintas opciones políticas, éticas, estéticas que ponen en evidencia los efectos que produce la particularidad del medio asociativo en donde conviven lugares de encuentro de actividades culturales, de trabajo y de militancia en la experiencia de lo político y en los modos de vida de quienes se prestan a darle forma.

Entrées d'index

Mots-clés : modes de vie, autogestion, engagement, politiques publiques, ethnographie, Amérique latine, pragmatisme

Keywords : ways of life, self-organisation, commitment, public policy, ethnography, Latin America, pragmatism

Palabras claves : modos de vida, autogestión, militancia, políticas públicas, etnografía, América latina, pragmatismo

Texte intégral

Je tiens à remercier les collègues de l'ANR PORQUE pour les riches échanges que nous avons eus, ainsi que les responsables du dossier pour leurs suggestions et leur bienveillance.

- Au moment où, en Argentine, le milieu associatif devient un élément central de plusieurs dispositifs de politique sociale, notamment vis-à-vis de l'emploi¹, je propose ici une réflexion qui tente de mettre en lumière l'expérience du politique dans une population qui érige l'autogestion en mode de vie alternatif. Mon hypothèse est que l'étude des rapports à l'État, au gouvernement et aux politiques publiques ne permet pas de saisir pleinement cette expérience dans la mesure où elle dépasse la dimension institutionnelle. *A contrario*, l'analyse du milieu associatif à partir d'une enquête ethnographique rend compte des modalités de politisation ancrées dans le quotidien, imprégnées par et imprégnant l'organisation collective, le travail, l'alimentation ou la consommation culturelle. Ces choix politiques, éthiques et esthétiques seront restitués ici par la description de plusieurs scènes mettant en évidence les effets du partage d'un lieu de rencontre, un lieu culturel, de travail et de militantisme. En août 2013 j'ai pris contact avec des coopératives de travail et de consommation fonctionnant dans un Centre social et culturel (CSC) situé à La Plata, la capitale de la province de Buenos Aires dans un quartier ancien de la ville proche du centre². La participation des membres du CSC à différents dispositifs d'intervention sociale (programme « *Argentina Trabaja* », programme de Travail par autogestion, gérés par le Ministère de Travail) ainsi que la gestion de ressources publiques (Fonds de soutiens aux projets productifs, programme géré par le Ministère du développement) mettent en tension leurs principes d'autonomie, puisqu'il s'agit d'un collectif marqué par son ancrage originel dans l'autogestion. Aussi, les critiques qu'elles adressent aux autorités de la ville de La Plata à propos de sa politique de ségrégation de l'espace urbain et de discrimination des secteurs populaires crée un certain nombre de tensions. En effet, le gouvernement a recours au milieu associatif³ en même temps qu'il tente de le façonner et de le maîtriser (Rius, 2014). Cette tension doit être réévaluée à la lumière des modes de vie qui redéfinissent les distinctions entre ce qui relève du travail, du militantisme et de la solidarité. En effet, on peut observer au sein de cet espace la manière dont se croisent et coexistent de nombreuses figures et activités qui défient les distinctions ordinaires entre ce qui relève de l'engagement politique, du travail en tant qu'activité pour gagner sa vie, de l'œuvre artistique et de la survie. On retrouve ici la conceptualisation arendtienne de l'action, dans sa réflexion sur la condition de l'homme moderne, dans la mesure où le politique est un nouveau commencement qui se constitue dans le rapport au travail, répétitif et à l'œuvre en tant que transformation de l'environnement (Arendt, 1983). Considérées au prisme de l'autogestion, ces notions semblent mutuellement redéfinies par une division du travail qui impose la rotation des activités, qui ne sépare pas la prise de décision de l'activité opérationnelle, qui introduit la gestion du temps de travail comme un temps partagé avec des *compañeros* (camarades), un temps dans lequel on s'engage en fonction de ses disponibilités.
- L'analyse permet de mettre en évidence le continuum entre art de vivre, activité professionnelle et militantisme, caractéristique de ces formes d'engagement dans l'autogestion. Pour reprendre une expression repérée au cours de ma recherche, l'expérience relève d'une manière d'« habiter » le CSC⁴. Ayant gagné la confiance des enquêtés lors du terrain précédent, j'ai pu observer de plus près les interactions entre usagers dans ce centre social et culturel et la manière dont les échanges s'appuient sur le milieu associatif à partir de différentes figures : travailleurs, étudiants, militants, *compañeros del barrio* (camarades du quartier), *vecinos* (voisins proches et citoyens). C'est à travers ces interactions que l'on tente de construire une manière de vivre ensemble, un partage fait de moments de convivialité, des luttes partagées mais également des tensions rendues explicites lors des assemblés. Avant d'aborder ces questions, il convient de revenir dans un premier temps sur le moment historique dans lequel s'inscrivent ce mode de vie et ce rapport au politique. Puis, à partir d'une ethnographie et de l'analyse des interactions dans ce milieu, j'interrogerai la manière dont convergent, dans un même espace, des populations hétérogènes qui investissent le CSC en fonction de leurs trajectoires, attentes et activités effectivement réalisées.

Un Centre social et culturel créé au début des années 2000. Une métaphore de la naissance

¹ L'année 2001 représente une rupture générationnelle. Je me sens partie prenante de cette génération. On a cherché à démocratiser le débat, à redéfinir l'État et la relation avec l'État » (Héctor, 34 ans, entretien au sein du CSC, août 2014).

- La création du CSC s'inscrit dans un processus de mobilisation d'ampleur nationale au début des années 2000 qui concerne des syndicats, des collectifs de *desocupados*, des assemblées de quartiers. De nombreuses activités contestataires montrent un renouvellement des répertoires d'action collective, empruntés autant aux traditions ouvrières (comme le barrage routier avec piquets⁵) qu'à des associations de quartier ou à des organisations de défense des droits de humains⁶. Pour certains membres du CSC ces processus marquent une rupture qui les a mis sur le devant de la scène politique. En effet, en décembre 2001, des milliers d'Argentins défient dans la rue l'état de siège ordonné par le Président de la République, Fernando De La Rúa. Ainsi, ils donnent à voir les capacités d'organisation et de mobilisation contre cette mesure, considérée comme autoritaire, mais aussi contre les conséquences des politiques économiques néolibérales appliquées de longue date, notamment à partir des années 1990⁷.
- Si la crise est bien réelle, elle opère également comme une métaphore de la naissance au politique à laquelle il faut presque obligatoirement se rapporter dans les récits militants. Ce moment, la fin de l'année 2001, caractérisé par certains acteurs comme insurrectionnel du fait de cette désobéissance et des grandes manifestations, par d'autres comme révolutionnaire, du fait de la démission du président Fernando De La Rúa, apparaît comme une référence, en particulier pour la génération d'Héctor, un jeune qui commence alors ses études universitaires. Dans son discours, il signale une rupture, un avant et un après 2001, dans la vie politique nationale. Cette rupture est formulée comme un nouveau commencement de la vie politique qui réfère autant à lui-même, alors âgé de 21 ans et à sa génération, qu'au CSC. Pour plusieurs organisations elle s'exprime par une méfiance envers la démocratie représentative et se traduit notamment dans la recherche d'un « changement social », ou de « l'organisation populaire » qui a donné lieu, au cours des années 2000, à plusieurs formes d'action et d'investissement dans l'action territoriale. Pour certains, ce moment historique a débouché sur un refus de participer aux processus électoraux, un choix constitutif d'une nouvelle forme de vie politique.
- Cette méfiance généralisée vis-à-vis des hommes politiques s'est exprimée dans le slogan « Qu'ils s'en aillent tous ! » (*¡Que se vayan todos!*), massivement scandé dès fin 2001. Ce slogan, qui suivait les pas des élus dans la voie publique, accompagna la démission du président Fernando De La Rúa⁸. Après cette démission, la priorité politique, notamment institutionnelle, a été de résoudre la crise économique et politique générée par plus de dix ans de « réformes structurelles de l'État » (régionalisation des services d'éducation et de santé, privatisation des entreprises publiques, généralisation des contrats de sous-traitance au sein de l'État, etc.), de dérégulation du droit du travail

(flexibilisation, précarisation, etc.) et de libéralisation de l'économie (ouverture des marchés produisant une forte désindustrialisation et aggravant la concentration économique). Les conséquences sociales de ces réformes furent l'augmentation exponentielle du chômage, de la pauvreté et de la pauvreté extrême, ainsi qu'une forte polarisation sociale due à la fragmentation de la classe moyenne argentine (Swampa, 2000).

6 En janvier 2002, l'élection par le Sénat du sénateur Eduardo Duhalde, ancien gouverneur de la province de Buenos Aires, comme Président intérimaire, s'accompagne d'un processus de normalisation du politique. Mais la répression lancée contre des organisations *piqueteras*⁹, dans laquelle deux jeunes militants sont tués par la police, a relancé les mobilisations massives et Eduardo Duhalde a été contraint d'anticiper les élections présidentielles. Néstor Kirchner est élu avec 22% des suffrages en mai 2003, après l'abandon de l'ancien président Carlos Menem, arrivé en tête au premier tour avec 24% des voix¹⁰. Néstor Kirchner fait une série de gestes symboliques envers les organisations *piqueteras* et les organisations de défense des droits de l'Homme. Malgré les réticences, qui soulignent le risque d'une précarisation accrue, l'économie sociale apparaît, dans ces moments de crise, comme une solution possible au chômage de masse. Le gouvernement soutient notamment le lancement de plusieurs programmes de financement public de projets coopératifs. Ainsi, depuis 2003, les expériences de coopérativisme ont connu un développement croissant. Tandis qu'en 1990, l'Institut national associatif et d'économie sociale (INAES) recensait 193 coopératives, dont 98 de travail, en 2005 leur nombre était monté à 2.428, dont 1.962 de travail. Cet essor s'appuie sur plusieurs processus : d'une part, le développement des initiatives d'autogestion mises en place dans le cadre des mobilisations sociales pour le travail, notamment la formation de coopératives à partir de l'occupation et de la récupération d'usines par leurs ouvriers et ouvrières, ainsi que les expériences de production associative développées par les organisations de *desocupados* ; d'autre part, la mise en place, à partir de 2003, d'une série de mesures politiques appuyées sur la logique de l'économie sociale et le développement local, qui ont permis le développement de pratiques d'auto-emploi et de travail associatif, notamment pour des populations « vulnérables »¹¹.

7 Au sein du CSC, organisé autour de l'autogestion, ceux qui se plient ouvertement à ces politiques sociales sont désignés comme des quasi-fonctionnaires, une figure qui évoque le fait que certains dirigeants prennent effectivement des responsabilités à la tête des différents bureaux et secrétariats concernés par l'économie sociale ou les politiques sociales. La nécessité de se différencier des partis politiques traditionnels, de gauche comme de droite, ainsi que des organisations qui se s'étaient rapprochées du nouveau gouvernement, se traduit par différentes formes d'organisation locale que les militants nomment « construction du pouvoir populaire ».

8 Ce mot d'ordre n'a pas un sens univoque, comme le signalent plusieurs analyses qui retracent son histoire dans les traditions politiques des gauches latino-américaines (Mazeo, 2007 ; Gaudichaud, 2012) ; un terme parfois traduit par *empowerment*¹². Le rapport aux autorités, locales et nationales, est ici désigné sous les termes d'un combat permanent, « une lutte ». Dans sa dimension plus quotidienne, les risques de « cooptation » sont bien présents. On peut les saisir dans la manière dont le groupe essaie de les contrer : avec l'utilisation de la rotation des porte-paroles ou dans la manière de gérer les projets. Dans un versant plus négatif, ce risque s'est exprimé par la défection de certains membres partis rejoindre d'autres organisations.

9 Cette tension amène, dans un premier temps, un refus de la démocratie représentative et de la participation électorale. En effet, ces organisations populaires, comme les Mouvements de travailleurs *desocupados*, refusent d'abord de participer à des processus électoraux, même si à chaque échéance la question se pose. Ils ne participent à des élections qu'en 2013, pour des élections municipales, à travers un mouvement de gauche qui réunit plusieurs réseaux locaux et présente des candidats dans plusieurs villes du pays. À ce moment-là, des militants d'organisations universitaires vont se pencher vers la campagne électorale. Néanmoins, un des jeunes militants m'explique au premier abord que le mouvement politique « est soumis à l'assemblée ». Cette décision souligne la modalité de « construction du pouvoir populaire ». De même, les membres des coopératives parlent de « notre candidat » et sont présents dans les grands rassemblements organisés lors de ces premières échéances électorales. En dehors de la région de La Plata, cette décision n'a pas été partagée et a entraîné une rupture au sein du mouvement, et l'émergence d'un Courant national réunissant notamment les groupes du FPDS (*Frente Popular Darío Santillán Corriente Nacional*), qui décide de participer au processus électoral.

L'autogestion donne sens à l'activité et à une forme de présence corporelle

10 Quand je commence cette enquête, le CSC fête les dix ans de l'expropriation de l'immeuble occupé (une ancienne école abandonnée depuis 2003) où il a pris ses quartiers et en demande l'expropriation définitive. En effet, le bâtiment a fait l'objet d'une occupation par plusieurs organisations territoriales et d'étudiants qui ont travaillé pour pouvoir l'aménager et y ont séjourné pour éviter une évacuation. La présence sur les lieux et le travail en autogestion et par assemblées deviennent des éléments centraux pour assurer la continuité de leur action. Cette modalité les rapproche de l'expérience des organisations de travailleurs sans emploi *piqueteras*, ainsi que des occupations de lieux en périphérie de la ville¹³. L'espace est rendu habitable au fur et à mesure de la réalisation des travaux afin de développer des activités productives, culturelles (présentation d'ouvrages, spectacles musicaux) et politiques (organisation des manifestations, lieu de rencontre des militants). De fait, suite à l'occupation, de nombreux projets des quartiers périphériques, conçus au sein des organisations de *desocupados* (pizzeria, atelier textile, élevage de poules) viennent s'installer au CSC, trouvant un lieu disponible auquel ils contribuent par leur présence, aidant à pérenniser l'occupation, mais aussi par leur travail, participant à des journées pour récolter des fonds et mettre en œuvre ces travaux. Quand ces projets d'activité obtiennent des aides gouvernementales, une partie des ressources est consacrée aux travaux d'amélioration des lieux, amélioration qui devient constante¹⁴.

11 Du fait de l'ampleur des travaux, certains membres sont mandatés par l'assemblée du CSC afin de s'occuper des chantiers d'infrastructure (installation de l'électricité, réparation des toitures, etc.). À partir de 2008, ce travail est réalisé non seulement pour résoudre des questions considérées comme logistiques ou opérationnelles, mais, plus largement, de manière à permettre l'ouverture sur des activités culturelles et de quartier. Ce mandat d'ouverture n'était pas nouveau mais acquiert plus d'importance. Pour reprendre les termes d'un des membres actuels du groupe de conciergerie – dit *portería* en espagnol – cette activité « a un sens » : celui de rendre les lieux aptes à l'accueil des camarades mais aussi d'un public divers qui ne fait pas partie des organisations fonctionnant dans le CSC et à qui il faut en expliquer le fonctionnement. Les jeunes qui y travaillent expliquent comment fonctionnent les ateliers aux nouveaux arrivants, souvent autour d'un *mate*, en donnant non seulement les horaires et activités possibles mais en expliquant aussi le fonctionnement par assemblées et le fait que le CSC tient à accueillir dans les ateliers des personnes intéressées qui ne pourraient pas payer ces activités dans le privé. De même, les responsables des ateliers ne payent pas de loyer mais sont tenus à la participation à des soirées mensuelles (exposition photographique, ciné débat, concerts), qui font partie des activités réalisées dans le cadre de l'autogestion pour récolter des fonds.

12 Ainsi, la quantité et le type d'ateliers proposés s'élargissent à d'autres activités organisées par les membres des ateliers productifs, qui deviennent des espaces de transmission de savoir-faire, notamment des ateliers de forge, de tissage, de « cuisine populaire latino-américaine », ou « d'alimentation consciente », ouverts aux habitants. Présenter le CSC seulement à partir de l'activité culturelle ou des coopératives me semble périlleux, car on risque de le réduire soit aux activités culturelles, soit aux projets productifs ou à l'utilisation spatiale, en tant que lieu de réunion (organisations, groupes de jeunes artistes, etc.). Une synthèse des journées au CSC permet de saisir la circulation des personnes propre aux activités qui y sont réalisées, les échanges suscités et les interconnexions entre ce qui traditionnellement est cantonné à des secteurs d'expérience différents et différenciés : soit les relations de travail, de militantisme, de voisinage ou familiales. Ici, les manières alternatives de définir ces activités donnent à voir des pratiques mutuellement redéfinies.

13 En 2013, la journée commence avant huit heures, avec la radio communautaire qui fonctionne au premier étage, diffusée sur Internet. Les opérateurs radio de l'émission matinale ont une clé pour ouvrir, ainsi que les ouvrières de l'atelier textile. Leurs activités sont réalisées dans leurs espaces respectifs et les parties ouvertes au public demeurent silencieuses. Les concierges¹⁵ – tour à tour – ouvrent à neuf heures et gardent les portes ouvertes pendant toute la journée. C'est une activité qui prend de l'ampleur : leur présence peut être continue, nuit et jour. Des ateliers fonctionnent le matin, comme la forge, l'atelier d'électricité, deux ateliers d'imprimerie ou de restauration, pour la plupart jusqu'à 15 heures, mais avec des horaires flexibles en fonction des activités et des disponibilités. On croise alors les différents travailleurs, on entend le bruit des machines et un appareil radio en cuisine ; à partir de 11h30 on reçoit les premières commandes de repas. Vers midi le secteur de la restauration, proche de l'entrée, est le plus animé. Quelques tables du « restaurant » sont occupées mais la plupart de l'activité procède des commandes des bureaux et commerces environnants¹⁶. Le midi est un horaire de réunion des organisations d'étudiants et d'une organisation politique issue d'un mouvement social. Cette année-là, elle a suivi la décision de plusieurs sièges locaux de participer aux élections et profite des grands espaces disponibles sur ce créneau horaire pour faire des réunions, préparer des tracts et des actions de campagne. Ce choix va imprégner le quotidien du CSC pendant ce mois d'août : on croise souvent les militants et le jeune candidat jusqu'au jour des élections primaires. Le dimanche, soir de l'élection, le centre fera office de quartier général, où on fête les résultats¹⁷.

14 L'après-midi se déroulent la plupart des activités culturelles ouvertes au public : guitare, percussion, flûte traversière, tango, salsa, danse contemporaine, afro-danse, bio-danse, théâtre, folklore, bibliothèque populaire, entre autres. Les participants semblent avoir le même profil que les organisateurs, avec une importante participation de jeunes étudiants universitaires, mais également de « camarades du quartier »¹⁸. C'est un moment d'affluence car les ateliers s'ouvrent à des personnes qui viennent par intérêt pour l'activité en question. Outre les ateliers, le soir il y a également une coopérative de consommation (j'y reviendrai) et le restaurant, dont une bonne partie de l'activité se concentre du jeudi au samedi soir. Les jeunes travailleurs de la cuisine ont la responsabilité de fermer le CSC car ils travaillent jusqu'à deux heures du matin, alors que les concierges finissent vers minuit. C'est un accord établi au sein de l'assemblée du CSC. Des réunions hebdomadaires de différents groupes militants ont lieu dans les salles disponibles ou dans les cours, comme celles d'un groupe d'art de rue, « d'hommes anti-patriarcaux », d'autogestion, « d'administration » des projets financés par le gouvernement ou des assemblées régionales du FPDS. L'autogestion du temps et de l'espace montre une certaine souplesse quant aux personnes qui peuvent prendre des responsabilités. Ainsi, en fonction des disponibilités, de la présence ou non sur les lieux aux moments d'ouverture ou de la nécessité des horaires spéciaux pour certaines activités, la gestion de l'accès aux locaux est partagée par des membres des différents ateliers.

L'autogestion à l'épreuve de la rémunération

15 De nombreuses analyses du travail associatif en France (Simonet, 2003 ; Hély, 2009) attirent l'attention sur les tensions qui peuvent apparaître autour des pratiques du travail volontaire. L'appartenance à une association laisse aux volontaires le choix de faire ce qu'ils aiment, mais leur travail est sous-payé ou bénévole, ce qui aboutit à l'impossibilité de considérer le monde associatif comme un véritable espace de travail (Hély, 2009). Dans le cas présenté ici, en revanche, le travail est reconnu comme tel et organisé en autogestion. Celle-ci est une modalité présentée comme un pari afin de produire des formes de travail alternatives dans lesquelles travail et adaptation sont au centre d'un certain mode de vie. L'utilisation des clés en dehors des horaires de la conciergerie (avant ou après la plupart des activités), montre la capacité d'adaptation du CSC aux possibilités des concierges et aux diverses modalités de travail, sans imposer unilatéralement ses propres contraintes aux travailleurs. Il s'agit de diviser un poste en plusieurs tâches qui peuvent être réalisées de manière collaborative et encadrée. Autant de caractéristiques de l'autogestion qui permettent de participer à la définition de son travail en tant que travail « sans patron » (*sin patrón*). Le temps dédié à l'autogestion est en partie rémunéré, même si chaque groupe de travail définit ses propres accords. Pour l'atelier textile, par exemple, tout le monde se retrouve à la même heure, l'assemblée est tenue pendant l'horaire de travail et les réunions ou démarches faites à l'extérieur sont également comptées comme heures de travail. Le cas de la conciergerie lui ressemble en ce que certaines activités d'organisation sont menées pendant le temps de travail, bien que l'assemblée du groupe exige la présence de tous les travailleurs, ce qui demande que certains soient convoqués en dehors de leur horaire de travail (ce qui est considéré comme un geste militant). L'assemblée est ici plutôt bimensuelle ou en fonction des besoins. Au fur et à mesure que le volume de travail augmente, des nouveaux membres sont intégrés, raison pour laquelle l'augmentation des revenus est peu probable et n'apparaît d'ailleurs pas comme un objectif. On peut observer une situation différente à la coopérative de consommation où fonctionne une petite épicerie, où l'assemblée et une série d'activités nécessaires au fonctionnement ne sont pas réalisées pendant les horaires de travail – consacrés à l'accueil du public et des producteurs – et ne sont pas rémunérées. Cette situation pose toutefois problème et, au fur et à mesure que l'activité se développe, quelques tâches sont comptées et rémunérées, telle que la préparation de certains produits et l'organisation du stockage. Dans tous les espaces de travail observés, le critère de rémunération équivaut au taux horaire établi, variable selon le développement de chaque activité.

16 Par conséquent, la faible rémunération généralement perçue par les travailleurs est en rapport avec le nombre d'heures effectuées. Dans certains groupes, comme la coopérative de consommation ou la coopérative textile, le but est de développer l'activité afin d'améliorer les rémunérations. C'est également le cas dans le groupe de cuisine où l'on développe des nouvelles activités, toujours sous la modalité de l'autogestion (école de cuisine latino-américaine ou service de traiteur).

17 Ce n'est pas le cas dans le groupe de conciergerie, dont les membres soulignent davantage la nécessité d'être militant. Quand des concierges restent au CSC pour participer aux activités proposées en dehors de leurs horaires de travail, ils peuvent être interpellés pour répondre aux questions de la conciergerie (sur les horaires et lieux des réunions, les activités en cours ou à prévoir, etc.). On pourrait voir ici l'impossibilité d'avoir un temps pour soi, mais en fait cela ne va pas seulement dans le sens d'un travail qui déborde, car l'activité de conciergerie permet d'introduire des activités dites militantes (organiser une action de rue ou des affiches pour une activité).

18 Cette porosité des frontières entre travail et non-travail semble aller de pair avec les possibilités de travailler autrement. Gabriel, diplômé depuis quelques années (après des études supérieures de graphisme), a trouvé dans la conciergerie un espace où exercer une activité. Néanmoins il a du mal à considérer celle-ci comme un travail. En effet, face à ma demande d'expliquer le travail de la conciergerie il hésite à répondre :

« Je ne le vois pas comme un travail. Je préfère vivre avec peu d'argent et faire ce que j'aime. [...] Depuis mon dernier travail où c'était *désagréable* car je me suis fait virer, je préfère n'être ni employé ni employeur [...] Tu gagnes du temps, tu peux choisir à quoi tu consacres ton temps. Je travaille chez moi, c'est variable au cours de l'année. "Travailler sans patron" n'est pas simplement récupérer la plus-value, comme on pourrait croire, c'est aussi pouvoir écouter de la musique ou boire du *mate*. Tu peux mettre en récit le CSC et faire part de cette histoire, là tu prends sa juste mesure » (Gabriel, 33 ans, entretien au sein du CSC, août 2014).

19 Dans ce témoignage, le travail consiste à faire du graphisme, ce pourquoi il s'est formé à l'université. Il est d'ailleurs le seul dans sa famille à avoir atteint ce niveau d'études. Comme pour d'autres enquêtés, il fait partie d'une génération diplômée qui a joué le jeu de l'insertion professionnelle mais qui, à l'instar des choix pour une alternative écologique étudiés par Geneviève Pruvost (2013), ne s'épanouit pas dans l'exercice d'un métier qui participe au maintien du système capitaliste. La rupture avec le marché du travail traditionnel est un passage « désagréable » et d'incertitude pour Gabriel. Il nous dira, au cours d'un autre échange, qu'il a refusé de collaborer pour le design d'affiches dans le cadre d'une campagne publicitaire sur la venue du Président George W. Bush en Argentine. À partir de cet événement il pose une limite à l'exercice de sa profession en tant qu'employé et se met à travailler au CSC et à son compte. Sans avoir une éducation militante¹⁹, ce choix est investi d'une valeur éthique et politique. L'activité à la conciergerie, faiblement rémunérée, apparaît comme une solution temporaire qui se transforme en la possibilité de faire partie d'une histoire collective et de faire ce qu'il aime. Chez lui, il fait aussi du graphisme, aux horaires qui lui conviennent et en fonction de ses disponibilités. Gabriel se rapproche également d'une activité militante au sein d'un collectif culturel qui fonctionne dans le CSC et fait des interventions de rue. Une dimension vocationnelle imprègne autant les activités rémunérées que non rémunérées. Toutes convergent vers le CSC, où il peut aussi être amené à travailler dans le design d'une revue, ou la couverture d'un livre et se voir accorder une rémunération pour ce travail.

20 De ce fait, l'amour pour une activité professionnelle se retrouve nourri par l'ambiance du milieu associatif, sans patron, avec de la musique, une gestion du temps souple et le fait de pouvoir partager cette expérience dans un récit collectif. Comme ses camarades de la conciergerie, il passe beaucoup plus de temps au CSC que celui formellement demandé par l'activité. *In fine*, ces changements dans le travail l'amènent à exprimer une autre vision de la vie privée, loin de ce qu'il décrit comme un « *cliché* : le couple avec deux enfants, chien et voiture ».

21 La même dynamique semble en œuvre quand un jeune chef professionnel arrive pour travailler en cuisine. Il est invité par un des membres du CSC, rencontré dans l'exercice de sa profession. Le chef fait le pari de l'autogestion pour avoir « plus de temps pour lui » ; peu de temps, après il déménage avec un camarade du CSC dans un lieu où ils ne paient pas de loyer. Ainsi, l'intégration d'un nouveau membre se fait le plus souvent par invitation dans un groupe ou une activité et elle est débattue en assemblée²⁰. Pendant cette période, la conciergerie, la cuisine et la coopérative de consommation accueillent des nouveaux membres suivant cette procédure. D'autres espaces sont moins dynamiques et l'accès de nouveaux membres produit des tensions, car il risque de réduire les bénéfices distribués. En effet, l'ouverture à des nouveaux membres exige de distribuer les bénéfices entre davantage de personnes, alors que la productivité n'augmente pas directement, en particulier quand les nouveaux membres ne connaissent pas le métier. Pour cette raison, au sein de l'atelier textile, certains travailleuses ont abandonné l'espace.

22 Les échanges et les dynamiques propres au CSC produisent des mouvements, par exemple quand le chef dont nous venons de parler participe à une émission de radio (qui ne porte pas sur l'univers culinaire), ou bien quand d'autres s'inscrivent aux activités de chant ou font leurs courses au sein de la coopérative de consommation du CSC. Cette manière d'incarner l'activité relève, me semble-t-il, des modes de présence cultivés autour de l'autogestion dans l'ensemble de l'espace, sans promouvoir la spécialisation entre ceux qui travaillent, ceux qui consomment et ceux qui gèrent et décident des activités proposées et des publics auxquels le CSC s'adresse. Ainsi, l'autogestion commence par le travail et s'étend vers d'autres domaines. Pour reprendre la signature d'un communiqué de presse du collectif, il s'agit d'une manière d'*habiter* le CSC²¹. Si l'idéal d'autogestion n'est pas toujours réalisé, il apparaît comme un horizon commun capable de définir des pratiques, des échanges et d'orienter l'organisation dans et de l'action, aussi bien dans la sphère personnelle qu'au sein du collectif.

La coopérative de consommation : travail versus volontariat

23 La coopérative de consommation a commencé à fonctionner en 2012 au sein d'un espace resté disponible près de l'entrée du CSC. Elle rend un service aux consommateurs et petits producteurs, mais doit également produire des ressources, notamment par la revente au détail de certains produits²². Un panneau visible depuis l'entrée montre un logo coloré, alors que la plupart des projets n'ont pas d'affiche et que les murs affichent pochoirs, photos et posters de multiples luttes et mobilisations. Avec une superficie d'environ 90m² l'espace au rez-de-chaussée est ouvert sur la première cour et le couloir du CSC. C'était à l'origine un atelier de jeunes qui participaient à des échanges avec des producteurs locaux, organisés au sein de l'Université nationale de La Plata (Faculté de sciences économiques), en soutien aux producteurs ruraux régionaux. Le premier stock²³ a été constitué avec un fond de soutien au volontariat²⁴ promu par le Ministère de l'éducation, bien que les membres précisent qu'ils ne sont pas favorables au volontariat et qu'ils n'ont pas cherché à participer une nouvelle fois au programme. Plus généralement, l'équilibre à tenir par rapport à la rémunération n'est pas simple à expliquer. D'une part, le volontariat est associé au risque d'une faible continuité, ce que montre par exemple Nina Eliasoph dans son analyse du volontariat américain : les volontaires « à la carte » sont censés apporter un ancrage local mais, en même temps, mettent en danger les objectifs associatifs par un investissement à court terme et avec un esprit de « *fun* » (Eliasoph, 2011). D'autre part, « si tu viens juste pour l'argent [me dit un des membres] tu risques de tout casser ». C'est selon lui ce qui s'est passé avec des membres qui, du fait de leur faible rémunération et à défaut d'un intérêt pour l'organisation de la coopérative, auraient décidé de la quitter. L'idée centrale est donc d'assurer la présence d'organiseurs motivés par le projet lui-même et non pas pour les revenus, bien que le travail à la coopérative soit rémunéré. L'engagement dans la durée est conditionné par la possibilité – ou l'impossibilité – d'assurer par ailleurs le revenu personnel. Ainsi, les membres les plus engagés habitent en colocation avec des camarades ou des proches, n'ont pas de charge familiale et possèdent d'autres sources de revenus (travail à temps partiel, bourse ou aide familiale). Certains membres réduisent l'activité au sein de la coopérative quand ils trouvent un emploi salarié : un cas de figure qui donne à voir les difficultés pour prolonger les engagements dans la durée.

24 En 2013 la coopérative fonctionne deux heures, en soirée. De 19 à 21 heures un membre assure la permanence : Claudio est là tous les jours. Il enregistre la vente des différents produits dans un cahier journalier et propose aux passants les nouveaux produits arrivés. Se trouvant dans un lieu de passage du CSC, il discute avec le public sur les activités culturelles dans la ville, les séminaires, forums ou meetings électoraux qui se multiplient à cette période. Entre 19 et 20 heures c'est généralement plus calme : il lit les photocopies des cours à l'université, où il suit une formation en coopérativisme. D'ailleurs il participe régulièrement à l'assemblée hebdomadaire où l'on organise la gestion de la coopérative.

25 Sa rémunération est de 1000 pesos²⁵, pour partie financée par un programme national du Ministère du travail dit « de soutien à l'autogestion »²⁶, pour l'autre par l'activité de la coopérative elle-même. Les premières années, Claudio est le seul salarié de la coopérative. En tant que membre il participe à l'assemblée et cherche des producteurs qui pourraient rejoindre la coopérative. Au mois d'août 2013 celle-ci est confrontée à des difficultés financières et Claudio décide exceptionnellement de faire don de son salaire de juillet. Cette instabilité va produire plusieurs changements dans l'activité, notamment une hausse de la production de la coopérative, et plus tard l'intégration d'un service de livraison à domicile payant. En 2014, plusieurs membres assurent la permanence. Claudio est toujours au CSC, mais désormais il assure la permanence de la coopérative seulement une fois par semaine (les autres jours d'autres membres prennent le relais), il va au CSC pour les cours de salsa ou bien à des réunions. Malgré les changements, quand il est là, il s'occupe également de la vente, comme tous les autres. Pour lui cette nouvelle organisation a permis d'intégrer davantage les membres dans la prise de décision de l'assemblée. Car « c'est quand tu vois la coopérative au quotidien que tu comprends et que tu peux participer pleinement à l'assemblée. Sinon c'est juste informatif ». Ces mots font la synthèse des enjeux du travail en autogestion, où l'activité productive et les décisions sur la production se définissent mutuellement. Au sein de ce milieu associatif, la gestion du groupe exige une organisation capable de mettre en cause les formes traditionnelles de division du travail et les distinctions entre travail opérationnel et prise de décision, ou encore entre travail des « ouvriers » et travail des « universitaires ».

26 Avec la nouvelle organisation, une productrice assure la permanence une fois par semaine. Ainsi le rapprochement entre producteurs et consommateurs passe par l'interconnaissance et la possibilité de défier les formes traditionnelles de division de l'activité de gestion, de production et de consommation. De la même manière, quand les producteurs viennent au local de la coopérative, une fois par semaine, cela donne lieu à des échanges de ce type :

« Une productrice arrive peu après l'ouverture du local. Blanca apporte "trois substrats"²⁷. [C'est le produit principal qu'elle vend à travers de la coopérative]. Elle apporte également des citrons cueillis le matin même, nous explique-t-elle. Sur place, Blanca laisse une partie à la coopérative et décide de troquer avec une autre productrice qui propose des gâteaux » (Notes de terrain, CSC, août 2014).

27 Si le troc est exceptionnel et les échanges généralement monétaires, on voit que pour une partie des producteurs et productrices le partage et la rencontre entrent en ligne de compte à l'heure de participer à la coopérative. La valeur du marché peut être un repère pour établir les prix, mais ce n'est pas le seul objectif, pour ces deux jeunes productrices²⁸. Ce qui compte pour Blanca c'est que « ça vient de la nature et tout le monde doit pouvoir en profiter », ou bien, pour sa collègue, qu'elle a « cuisiné pour tout le monde ». Elles ne viennent pas uniquement pour déposer leurs produits car elles en achètent aussi. Blanca nous dit : « au supermarché c'est pas pareil, tu y vas et c'est juste "une boîte", au supermarché je ne sais pas quoi acheter ». En revanche, quand elle achète à la coopérative ou dans certaines épiceries de son quartier, elle connaît l'histoire des aliments, d'où ils viennent, qui les a produits. Si le choix de ce mode de vie ressort dans tous les témoignages, dans ce cas il prend une force particulière en raison de l'opposition de la famille de Blanca à son mode de vie. Ses parents [enseignants] l'ont toujours aidée, jusqu'à ce qu'elle « décide de "changer de cap", car ils se posent des questions sur notre manière de vivre, sur ce qu'on mange, etc. Et c'est complexe d'expliquer ce qu'on fait. Par ailleurs, je me pose moi-même des questions à ce propos ».

28 Mis à part le quotidien, tissé peu à peu, au fil d'activités devenues régulières, les membres du CSC prennent part également à des actions de « lutte » (à travers des arts de rue, des manifestations face à la législature locale ou encore des foires d'alimentation et d'artisans), à caractère plus « extraordinaire », notamment pour préserver les locaux du CSC, qui, depuis 2007, sont menacés d'une mise aux enchères à la demande des propriétaires officiels²⁹.

La campagne pour la légalisation du CSC : donner à voir toutes les raisons d'agir

29 La campagne pour la régularisation de l'occupation du CSC s'appuie sur la diversité d'activités réalisées en termes d'expression culturelle, d'organisation sociale, d'organisation des droits dans la ville, de travail, de formation et de consommation alternative. Rappelons que les activités sont proposées à des prix très abordables et que, pour certaines, les organisateurs se donnent même la possibilité de les assurer gratuitement, soulignant ainsi leur dimension populaire. Un des objectifs de la campagne de régularisation était d'obtenir la reconnaissance de l'usage des locaux par l'association civile constituée. Le slogan « Non à la mise aux enchères. Oui à l'expropriation en faveur du CSC » souligne une première phase de mobilisation suscitée par l'arrivée, en 2007, d'une ordonnance judiciaire de mise aux enchères. Une des publications du CSC l'explique ainsi :

« Encore une fois, nous qui sommes organisés, d'origine populaire, nous qui luttons pour résister, nous sommes attaqués par des politiques d'exclusion. Le CSC a reçu un mandat de mise aux enchères pour le mois de septembre. Ceci laisserait beaucoup de camarades sans travail et sans toit et fermerait les portes à un espace ouvert d'expression culturelle, à la rencontre de différents groupes, organisations sociales et de droits de la ville de La Plata. [...] Aujourd'hui dans le Centre culturel fonctionnent plusieurs ateliers de danse, théâtre et *murgas* [danse populaire du bassin de la Plata]. De manière périodique on organise des foires artisanales, des festivals de cinéma et des journées-débat. Il y a également une coopérative de travail textile, un atelier de métier à tisser, une *pizzeria*, un réseau de commerce équitable (permettant la commercialisation et le stockage de la production de plus de 200 camarades), une école de forge et d'électricité. [...] La décision judiciaire établie par le juge Macchi atteint le droit au travail, au logement et aux différents formes d'expression qui sont menacés par les secteurs populaires. Face à cette situation, qui se répète dans tout le pays, nous proposons l'organisation et la résistance. Nous lançons un appel à toutes et à tous à être solidaires avec le CSC contre la mise aux enchères » (Communiqué de presse, juillet 2007)³⁰.

30 La critique faite aux autorités énumère systématiquement le travail, la production sociale et culturelle du CSC, signale qu'il s'agirait d'un espace « ouvert », fondé sur « la participation collective », de « rencontre » notamment entre « travailleurs et étudiants » et qui accueille des activités très variées. Elle proteste d'une manière générale contre la spéculation immobilière et le système judiciaire, pointé comme coupable. Cette pluralité implique des droits qui ne sont pas seulement ceux de l'accès à la culture mais qui concernent également des modes de vie en rapport avec le logement et le travail, notamment par l'autogestion, par la constitution des nouvelles relations sociales. Ces principes paraissent menacés par l'ordre judiciaire incarné par un juge dont on donne le nom de famille. Il ne s'agit pas seulement d'une invocation contre le système judiciaire qui protège les intérêts des créanciers, ou d'une manière générale la spéculation immobilière, mais également d'une décision précise, particulière, qui a des conséquences sur la possibilité – pour une partie de la population – d'exercer des droits reconnus par la Constitution.

31 La mention du nom du juge dans le communiqué du CSC l'arrache à l'anonymat bureaucratique et signale une responsabilité personnelle dans la mise aux enchères. Les collectifs concernés sont également identifiés par leur nom, mais il s'agit d'entités collectives qui relèvent du populaire, une auto-désignation. C'est ainsi que le collectif se présente : « nous qui luttons », « nous qui sommes d'origine populaire » et « nous qui sommes organisés ». En revanche, l'expropriation en faveur du CSC ne relève pas du domaine judiciaire, mais politique. Le collectif exige l'intervention des législateurs de la province de Buenos Aires pour que le local soit déclaré bien public, compte tenu des activités proposées³¹. Ce statut établi par la Constitution provinciale, qui limite le droit de propriété, empêche en effet la vente du bien ou sa démolition en vue de construire un

nouveau bâtiment. Le soutien des élus de gauche et du gouvernement péroniste de l'époque permettra d'obtenir une régularisation provisoire pour une période de cinq ans, suite aux mobilisations. Dès lors, les différents ateliers contribuent à payer les impôts municipaux dont le CSC doit désormais s'acquitter, puisqu'il s'est constitué en personne morale. Le fonctionnement relativement régulier des activités du CSC est une preuve du désir des membres du collectif d'entretenir une situation stable. La possibilité de pérenniser ces acquis dépend d'une régularisation postérieure par les autorités. Néanmoins, les collectifs gardent un regard critique sur les pouvoirs publics en général et plus particulièrement en ce qui concerne l'obtention d'un statut juridique de propriétaires de l'immeuble (ou équivalent). Ainsi, lors de cette victoire, les porte-paroles du CSC refusent de se faire prendre en photo avec les législateurs du parti péroniste, considérant que cette victoire est le résultat exclusif de leur lutte. Une fois la période de cinq ans passée, à partir de 2013, les collectifs vont devoir se mobiliser pour renouveler ce statut précaire et demander l'« expropriation définitive du CSC »³² afin d'éviter les risques d'expulsion. Les collectifs ont seulement obtenu la reconduction du permis provisoire jusqu'en 2018. Le CSC a tout de même fait l'objet d'une tentative de fermeture de la part des autorités municipales, début 2015, celles-ci arguant des irrégularités concernant la législation locale. Ce n'est pas le premier centre culturel qui doit faire face à des menaces de la part de la ville. D'autres centres se trouvent également soumis à ces risques, ce qui a donné lieu à la création d'un mouvement de « Centres culturels en lutte » dont le but est de régulariser les différentes situations judiciaires ou administratives qui pèsent sur le fonctionnement des activités culturelles tenues en dehors des circuits traditionnels des théâtres et salles municipales³³. Ce réseau reprend le mode de vie associative du CSC non seulement en tant qu'espace habité et construit collectivement, comme un « chez soi », mais aussi en tant qu'espace de travail et de contestation des politiques institutionnelles « de fermeture et d'exclusion »³⁴.

Les membres qui donnent vie à cet espace sont considérés d'emblée comme provenant des secteurs populaires ; toutefois, la population qui participe à toutes ces activités n'est pas homogène. L'origine populaire partagée, réclamée par ceux qui y transigent, intègre autant des enfants de la petite classe moyenne, des jeunes artistes et écrivains qui participent au CSC, des étudiants qui donnent vie à cette ville universitaire de La Plata, des travailleurs des ateliers productifs (imprimerie, forge, textile, restaurant, etc.), dont l'activité principale – et pour laquelle certains se sont formés – est développée au sein du Centre, que des *vecinos* des quartiers périphériques, dont certains immigrés venant de pays limitrophes (Paraguay, Bolivie, etc.).

Organisés en assemblées, voués à l'autogestion, tous ces collectifs reprennent ces principes au sein du groupe de travail ou de l'activité militante qui y est réalisée. Cette modalité de politisation va se heurter à la question de la participation électorale. En 2014, les alliances pour une nouvelle échéance électorale n'obtiennent pas l'accord de l'assemblée et, après des longues et « épuisantes » délibérations, selon des jeunes comme Gabriel, certaines organisations abandonnent le front électorale mais continuent à partager le CSC. Les raisons du désaccord résident d'une part dans la possibilité d'avancer dans leur projet politique « selon leurs propres discussions », sans se plier à la temporalité de la stratégie électorale ; d'autre part certains membres considèrent que « la décision de l'alliance était déjà prise » sans la consultation de l'assemblée. « La fusion », tel était le nom donné à la discussion, n'avait pas été accordée en assemblée alors que certains dirigeants politiques s'engageaient déjà dans des négociations avec les futurs partenaires. En effet, certains prennent la personnalisation des décisions concernant la campagne électorale. Ce qui apparaissait d'abord comme un risque à éviter, car la politique traditionnelle pouvait rendre le pas sur la « construction du pouvoir populaire », semble un fait avéré lors de la discussion sur l'alliance avec une nouvelle force politique. Les craintes de cooptation face à une force politique plus massive et proche des forces syndicales entachent l'expérience. Les groupes les plus proches des organisations universitaires acceptent la fusion et s'engagent à donner continuité à l'utilisation commune de l'espace. La présence sur les lieux, l'invitation des artisans à l'assemblée et les espaces de réunion et de travail en autogestion deviennent des éléments centraux pour assurer la continuité de cette expérience du politique. La gestion interne du centre repose alors davantage sur les groupes ne participant pas à la dispute électorale.

Remarques finales

De nombreuses formes de mobilisations observées au cours des années 2000 en Argentine adoptent l'assemblée comme arène de décision. Les autorités reconnaissent les collectifs et entreprennent divers processus de négociation, certains centrés sur l'institutionnalisation, d'autres sur la répression. Le milieu associatif prend des formes particulières selon les collectifs, tantôt à travers des alliances avec les autorités, tantôt par des tentatives de développer une plus grande autonomie. Dans le CSC que j'ai pu observer, le pari de l'autogestion s'accompagne d'une rhétorique légitimant les classes populaires à la participation, à la gestion et à la prise de décisions. Un geste parfois volontariste qui redéfinit les limites entre expérience du politique et de travail, entre activité militante et non militante, entre choix personnels et modes de vie critiques partagés.

Une dimension vocationnelle s'étend à partir du travail en autogestion vers le développement des nouvelles activités, tant au plan de l'exercice professionnel (apprendre un métier ou la gestion quotidienne de l'activité), de la gestion du temps (choisir les horaires de travail, écouter de la musique, recevoir des amis ou boire du *mate*), qu'au titre du développement personnel (cuisine, art de rue, danse, radio et autres) vers des modes de vie critiques partagés. Le croisement de ces activités dans un même lieu constitue un élément propre du dynamisme dans l'engagement dans ce mode de vie et permet son extension de l'activité professionnelle vers d'autres domaines (comme dans le cas de Gabriel), ou, inversement, pour les jeunes étudiants qui s'approchent du CSC dans un geste militant (comme Héctor) et retrouve une activité rémunérée ou de loisir. La présence de ces activités sur un même lieu contribue à ce processus d'élargissement qui semble toutefois plus difficile à tenir dans la durée. Notamment pour les artisans ou ouvriers dont l'activité est perçue principalement comme un travail (la coopérative textile ou la cuisine sont les espaces où cette logique est la plus forte). Selon l'âge des membres, avoir des enfants à charge ouvre de questionnements chez les proches, notamment au nom du bien-être des enfants en bas âge. On le constate dans les jeunes foyers observés au sein de la coopérative de consommation, ou dans ceux qui quittent cet espace à la faveur d'un travail salarié : l'arrivée des enfants est un moment crucial où se définit la continuité ou l'arrêt de ce mode de vie.

L'espace du centre culturel semble un lieu privilégié pour étudier les relations tissées au sein du milieu associatif où circulent les membres de plusieurs groupes ainsi que des informations, des pratiques et des savoir-faire. La rupture initiale marquée par les mauvaises expériences sur le marché du travail, pour certains, ou l'envie de gagner en autonomie pour d'autres, semblent redéfinies par les insertions dans ce milieu, au fur et à mesure des interactions successives. Au-delà d'une manière alternative de travailler apparaissent des changements dans les façons de concevoir le politique et la vie privée. Les protagonistes de ce milieu associatif, tel que j'ai pu l'étudier, se retrouvent à prendre des décisions dans des assemblées, à s'exprimer dans la rue, à partager des pratiques et des savoir-faire multiples, à inventer des formes de consommation et de troc.

Les échanges étudiés ici déploient différentes formes d'expérimentation. Des formes plus ou moins formalisées d'expression dans l'espace public cherchent leur légitimité dans la diversité des formes de travail et d'activité. Les interactions s'appuient sur une sphère publique intermédiaire (Cottereau, 2004), orientée vers l'émancipation des formes traditionnelles d'organisation du travail, de gestion du temps et qui sert de base pour s'investir dans la vie politique et associative. Les formes de militantisme peuvent être mises à mal par l'engagement dans la durée, ou par le fait que le lieu d'investissement politique soit également celui d'une activité rémunérée. Néanmoins, l'articulation entre expérience politique, travail et autogestion trouve des formes politiques d'agir ensemble.

Le choix explicite quant aux manières de concevoir le travail est davantage présent parmi les jeunes issus des familles de classe moyenne, enfants d'enseignants, de commerçants ou dont les parents exercent des professions libérales. Les relations avec la politique institutionnelle montrent comment les politiques publiques se sont adaptées aux réalités de l'autogestion et comment les membres d'un groupe prennent en charge la représentation du collectif vis-à-vis des autorités gouvernementales, les assemblées redistribuant les ressources d'après les critères qui y sont validés. En effet, la gestion des politiques publiques et sa réappropriation pour les adapter à l'autogestion fonctionne d'une manière relativement fluide, malgré les contraintes qu'elles représentent et qui, comme dans le cas du programme universitaire pour le volontariat, ne sont pas toujours renouvelées.

Les ressources sont appréhendées en termes d'acquis d'une lutte collective, de droits au travail, à la culture, au logement, ce qui définit ces pratiques tant en termes de citoyenneté que de travailleur ou *vecino*, donnant lieu à une expérience de politisation articulée à des modes de vie. Les formes de division du travail qui en résultent combinent la spécialisation à des formes de partages de la représentation du groupe, de la gestion des activités et des tâches plus techniques. Au même titre que le savoir-faire d'un métier, la prise de parole et la représentation sont partagés. Cependant les risques d'une autonomisation de l'activité politique institutionnelle restent présents : de fait ils éclatent un an après la participation au processus électoral. La crise introduite par le débat sur la fusion montre combien le calendrier électoral, comme une contrainte extérieure, introduit des tensions dans le fonctionnement par assemblée. Si dans d'autres espaces associatifs l'instance électorale n'a pas produit une division et qu'en général les membres de ce collectif vont voter pour « leur » candidat, l'expérience de la division n'en est pas moins amère, entraînant une certaine déception face à un processus de personnalisation de la politique.

Cette ethnographie du milieu associatif saisit une expérience du politique qui, au cours d'une crise profonde, s'étend à une population hétérogène et continue à se développer auprès des nouvelles générations qui se lancent dans la vie politique et la vie active dans cet espace particulier. À partir des interactions dans ce milieu on comprend mieux l'intérêt d'une analyse du politique qui ne définit pas son objet *a priori* par le rapport à l'institutionnel, permettant d'interroger sa présence dans la vie quotidienne. Si certains chercheurs peuvent regretter une supposée réduction de « la lutte » politique à la simple obtention des ressources, il apparait ici que c'est bien cette manière d'articuler militantisme, travail et vie quotidienne qui rend possibles des modes de vie critiques.

Bibliographie

ARENDT H. (1983), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Éditions Calmann-Lévy.

BREVILLIERI M. & L. PATTARONI (2005), « Le souci de propriété. Vie privée et déclin du militantisme dans un squat genevois », dans BERNARD H. & A. MOREL (dir.), *La Société des voisins. Partager un habitat collectif*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, pp. 275-289.

CASMIRO D. (2014), « Enquête artistique sur les années de plomb en Argentine », *América* [en ligne], n° 44, consulté le 9 mars 2015. URL : http://america.revues.org/663 ; DOI : 10.4000/america.663

CALVÉS A.-E. (2009), « « Empowerment » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, vol. 4, n° 200, pp. 735-749.

CERAI D. (1996), « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol. 14, n° 75, pp. 43-66. DOI : 10.3406/reso.1996.3684

COTTEREAU A. (2004), « La désincorporation des métiers et leur transformation en "publics intermédiaires" : Lyon et Elbeuf, 1790-1815 », dans KAPLAN S. L. & P. Minard (dir.), *La France, malade du corporatisme ? XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions Belin, pp. 97-145.

COTTEREAU A. & M. MARZOK (2012), *Une Famille andalouse. Ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Paris, Éditions Bouchene.

DELAMATA G. & M. ARBESTO (2005), « Construyendo pluralismo territorial. Las organizaciones de desocupados del Gran Buenos Aires en la perspectiva de sus bases locales », dans DELAMATA G. (dir.), *Ciudadanía y territorio. Las relaciones políticas de las nuevas identidades sociales*, Buenos Aires, Esitoria Espacio, pp. 105-155.

DÍAZ P. & P.-V. RUIS (2017), « Engagements personnels dans des causes publiques. Les "travailleurs desocupados" en Argentine et les parents des disparus au Chili », *Anthropologie & développement*, (à paraître).

DI MARCO G. (2007), « Justice sociale et droit lié au genre », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 1, n° 191, pp. 51-74.

DI STEFANO R., SÁBATO H., ROMERO L. & J.-L. MORENO (2002), *De las Cofradías a las Organizaciones de la Sociedad Civil. Historia de la iniciativa asociativa en Argentina (1776-1990)*, Buenos Aires, Editora Gadis.

ELIASOPH N. (2011), *Making Volunteers: Civic Life after Welfare's End*, Princeton et Oxford, Princeton University Press.

GAUDUCHAUD F. (2012), *El volcán latinoamericano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo*, Concepción, Editora Escaparate.

GONZÁLEZ BOMBAL L. (1987), « Derechos humanos: la fuerza del acontecimiento », dans VERÓN E. et al. (dir.), *Discurso político. Lenguajes y acontecimientos*, Buenos Aires, Editora Hachette, pp. 145-166.

HÉLY M. (2009), *Les Métamorphoses du monde associatif*, Paris, Presses universitaires de France. DOI : 10.3917/puf.hely.2009.01

MAZZEO M. (2007), *Poder popular*, Buenos Aires, Editora El Colectivo.

PROVOST G. (2013), « L'Alternative écologique », *Terrain* [En ligne], n° 60, mars, mise en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 30 mai 2015 - http://terrain.revues.org/15068. DOI : 10.4000/terrain.15068

QUATROCCHIO-WOISSON D. (2003), *Argentine, enjeux et racines d'une société en crise*, Paris, Éditions Tempo / Éditions du Félin.

QUOJOUX M. (2011), *Néolibéralisme et autogestion. L'expérience argentine*, Paris, Éditions de l'HEAL.

RAUBER I. (2012), *Revoluciones desde abajo: gobiernos populares y cambio social en Latinoamérica*, Buenos Aires, Editora Continente.

Rius P.-V. (2014), « Crise du travail et redéfinition des frontières du social en Argentine à travers le prisme de la mobilisation des *desocupados* », *Travail et Emploi* [En ligne], n° 138, mis en ligne le 01 avril 2016, consulté le 04 décembre 2014 - <https://travailemploi.revues.org/6363>. DOI : 10.4000/travailemploi.6363

Rius P.-V. (2010), *Faire valoir sa légitimité. Radicalité et banalité des mouvements de desocupados en Argentine des années 1990 à 2007*, Thèse de doctorat en sociologie, École des hautes études en sciences sociales, Lille ANRT.

SIMONET M. (2007), « Entre emploi et bénévolat, le volontariat associatif », *Connaissance de l'emploi*, n° 45.

SVAMPA M. (dir.), (2000), *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Biblos-UNGS.

WORTMAN A. (2009), *Entre la política y la gestión de la cultura y el arte. Nuevos actores en la Argentina contemporánea*, Buenos Aires, EUDEBA.

Notes

1 On retrouve ce phénomène en France, où la loi du 23 mai 2006, relative à l'engagement éducatif et abrogée depuis, institue le « volontariat associatif ». Comme le souligne Maud Simonet, l'élaboration de ce statut hybride – présenté comme une politique en faveur du développement de la vie associative – a eu lieu dans un contexte de fin du service national, de chômage élevé des jeunes et de « crise des banlieues » (Simonet, 2007).

2 J'ai eu connaissance de l'existence du CSC au cours de ma thèse doctorale (Rius, 2010) portant sur les organisations de *desocupados* (chômeurs), et pour laquelle j'ai mené une enquête par observation notamment dans un atelier textile. Cette entrée m'a permis de poursuivre mes recherches avec, en 2013 et 2014, deux séjours d'un mois dans le cadre du projet de recherche ANR PORQUE au sein du laboratoire Clerseu CNRS/Université de Lille 1. À cette occasion j'ai réalisé deux enquêtes successives à La Plata, afin de partager le quotidien des personnes concernées, décrire leurs pratiques à partir d'une méthode ethnographique et inscrire ces pratiques dans leur épaisseur temporelle, à travers l'étude des trajectoires familiales.

3 En Argentine on retrouve, dès la constitution de l'État, le recours au milieu associatif en tant que mode de gestion de la politique sociale (Di Stefano *et al.*, 2002). À partir des réformes néolibérales des années 1990, ce recours est promu par les bailleurs des fonds internationaux, tels que la Banque mondiale et le FMI, qui le présentent comme une manière d'intervention sociale plus efficace que celle assurée par l'État.

4 C'est ainsi que Marc Breviglieri et Luca Pattaroni se réfèrent à la manière d'habiter ensemble un squat, une forme de militantisme minimal qui prend forme dans des événements festifs consacrant une dynamique relationnelle. Dans le cas présenté ici, la dimension festive est également présente, bien qu'articulée à des formes de travail (Breviglieri & Pattaroni, 2005).

5 Cette modalité a donné lieu à des organisations de chômeurs connues sous le nom de Mouvements de travailleurs *Desocupados* (MTD) ou de *piqueteros* (Rius, 2010).

6 L'histoire des organisations de défense des droits de l'Homme en Argentine est marquée par la lutte contre la dernière dictature (1976-1983) et, plus récemment, par l'exigence de justice pour les prisonniers et les détenus-disparus (*desaparecidos*), ainsi que pour leurs enfants qui, par centaines, ont été « volés » par les militaires. Un très important réseau d'organisations s'est créé autour des proches (mères, grands-mères puis enfants disparus), mais également autour d'organisations de soutien juridique et politique aux victimes (Centre d'études légales et sociales – CELS, Service paix et justice – SERPAJ, entre autres)

7 En Argentine, l'indice de Gini – indicateur des inégalités de revenus – ne cesse de se dégrader depuis les années 1970 : de 0,33 en 1972, il atteint 0,43 en 2000, 0,47 en 2002 et 0,50 en 2009 (PNUD, 2012). Les transformations de l'économie concernent le rapport au travail et à l'emploi, de plus en plus instable et incertain, tandis que le travail « au noir » et précaire ne cesse de croître. Aussi, la mobilité des travailleurs d'une entreprise à l'autre s'accompagne de baisses successives de salaire. Le secteur public est également touché, notamment en 2001 sous le gouvernement de Fernando De La Rúa (CELS, 2001), avec une réduction de 13% des salaires des fonctionnaires. Les protagonistes des fortes mobilisations de décembre 2001 ont été les travailleurs mais aussi certaines couches plus aisées de la société, notamment au sein des assemblées de quartier et des *caserolazos* (concerts de casseroles).

8 Les événements des 19 et 20 décembre 2001, ainsi que le processus qui suit – jusqu'à l'élection de Néstor Kirchner en mai 2003 – sont retracés par de nombreux auteurs. Voir, entre autres, Quattrocchi-Woison (2003).

9 Ce terme fait référence aux organisations qui ont pris le barrage des routes – *piquete* – comme principale modalité de mobilisation et d'interpellation des autorités (Rius, 2015).

10 Carlos Menem et Néstor Kirchner se qualifient pour le second tour de l'élection, qui devait avoir lieu le 18 mai 2003. Avec le retrait de la candidature de Menem, Kirchner accède automatiquement à la Présidence de la nation.

11 Malgré les critiques sur l'effet négatif de ces programmes, qui instituent des formes de travail précaire, ces dispositifs ont été mis en œuvre autant au sein du Ministère du développement social qu'au sein du Ministère du travail, notamment pour les usines récupérées. Sur ce dernier aspect on peut lire Quijoux (2010) ou Di Marco (2007), pour une présentation générale, ainsi que Rius (2015) sur les évolutions de la politique sociale.

12 Anne-Emmanuèle Calvés retrace la généalogie de ce terme difficile à traduire, en vogue parmi les organismes internationaux, comme une modalité de promotion de la « participation de la société civile » (Calvés, 2009). L'usage qui en est fait au sein du collectif auprès duquel j'ai enquêté semble être celui d'une traduction des termes militants « indigènes » en d'autres vocabulaires, auxquels les interlocuteurs extérieurs seraient plus habitués. En effet, le terme d'*empowerment* apparaît peu dans mes observations. Il est employé généralement dans le dialogue avec des acteurs extérieurs au groupe, dans des entretiens et souvent accompagné d'hésitations ou de marqueurs de citation : « *empowerment*, comme on dit », « le dit *empowerment* », ou minant des guillemets avec les doigts.

13 Denis Merklen précise que les *asentamientos* sont des occupations qui cherchent d'emblée à acquérir la légitimité de véritables habitats urbains (*barrios*) grâce à un travail de coordination réalisé par des délégués (Merklen, 2005).

14 L'investissement dans l'immeuble est permanent. Pendant mon séjour en 2014 une salle au premier étage a été refaite, le second étage restant en partie en friche. Les espaces disponibles sont habités et occupés par des journées de travail successives.

15 La conciergerie est composée par six à huit travailleurs (des jeunes d'entre 20 et 35 ans, garçons et filles), payés à partir des entrées du bar et de quelques programmes gouvernementaux. Ils assurent plusieurs horaires de travail selon leurs disponibilités, faisant entre 20 et 30 heures de travail chacun. Outre la maintenance des lieux partagés (couloirs, cours, toilettes du rez-de-chaussée), ils gèrent les actualités sur le site Internet pour diffuser l'agenda du CSC et organisent une fête mensuelle, généralement le samedi soir, dont les ventes au bar sont la principale ressource. Le local, situé entre deux cours, sert parfois de lieu de réunion et de passage pour ceux qui cherchent des informations et des nouvelles sur quelqu'un, pour proposer des activités ou emprunter l'ordinateur.

16 Les repas sont apportés à moto, un véhicule acheté à crédit dans le cadre d'un fond coopératif établi au sein du réseau régional du FPDS CN.

17 En Argentine, l'enjeu des élections primaires obligatoires (PASO) est de choisir les candidats qui seront ensuite éligibles lors de l'élection générale. Pour les nouveaux partis, l'obligation d'atteindre 1,5% des voix aux PASO représente un risque d'être éliminés avant même les élections.

18 Nous traduisons ici le terme local *compañeros del barrio* qui fait référence aux habitants du quartier, dont le niveau d'étude correspond généralement au brevet ou au lycée, ayant fait leur expérience militante au sein de ces organisations territoriales et parfois, dans un premier temps, dans un collectif de *desocupados*.

19 Ses parents n'ont pas participé activement aux partis politiques et il ne l'a pas fait pendant ces études.

20 L'arrivée d'un nouveau membre doit être validée en assemblée car il importe de lui attribuer un créneau horaire et de lui payer la rémunération correspondante. Si nécessaire, sa formation se fait au fur et à mesure de l'activité, financée en quelque sorte par l'activité de travailleurs plus expérimentés.

21 Le *leitmotiv* « Nous habitons le CSC » (« *habitamos el CSC* ») est suivi de la liste des collectifs et coopératives qui fonctionnent au sein du Centre, puis de « La Plata, 2012 ». Cette « signature » a été reproduite tout au long d'une campagne menée pour la reconnaissance du CSC en tant qu'association d'utilité publique.

22 La coopérative de consommation cherche à rapprocher le consommateur du producteur. D'une part, il s'agit d'augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs en réduisant la chaîne d'intermédiation commerciale. D'autre part, on essaie d'obtenir, spécialement à travers des achats groupés, de meilleures conditions d'échange. Mais la coopérative cherche aussi à contribuer à l'organisation des petits producteurs à qui elle propose un espace de commercialisation et le savoir-faire de ses membres.

23 Les produits proposés sont en grande partie de l'alimentaire mais on trouve également des produits d'entretien et d'hygiène, du textile, des publications, etc. Régulièrement, les animateurs de la coopérative invitent des nouveaux producteurs à participer. Pour sa troisième année, elle compte dix-neuf producteurs, 350 membres, dont une centaine qui consomme régulièrement et propose une centaine de produits à la vente.

24 Il s'agit du Programme Amartya Sen – du nom du prix Nobel d'économie – qui octroie le financement pour des projets portés par de jeunes étudiants d'universités nationales, qui apportent une solution à une nécessité locale. Ce dispositif, proche de la définition d'« utilité sociale » établie en France (Hély, 2007), ne finance pas des salaires mais l'achat de certains produits pour démarrer le projet. La loi argentine 25.855 de promotion du volontariat exige la réalisation d'un accord écrit entre les organisations et le volontaire afin d'établir les droits et obligations des volontaires et de l'association.

25 Ce montant est l'équivalent du salaire minimum établi à 4400 pesos pour un travail à temps complet, soit environ 400 euros. Pour la consommation personnelle un repère utile peut être celui du pain, acheté 20 pesos le kilo. Si les usages des biens et de l'argent demanderaient à être précisés par un registre détaillé, comme celui proposé par l'ethnocomptabilité (Cottecreau & Marzok, 2012), je signalerais ici que l'argent est souvent réinvesti dans la coopérative pour l'amélioration de son fonctionnement (achat d'un *freezer*, du vélo pour les livraisons, etc.). Elle fournit aussi de « bons plans » (partage de loyers, de services Internet, utilisation du vélo) et accueille le troc.

26 Ce Programme de travail par l'autogestion (PTA), conçu pour soutenir des coopératives créées à partir d'entreprises dont les ouvriers avaient pris en charge la gestion, a par la suite été ouvert à d'autres coopératives.

27 Blanca m'explique qu'avec son compagnon elle a monté une activité dite *Huerta simple* (potager facile) qui consiste à cultiver là où l'on vit. Une des astuces est de créer un potager en forme de spirale ascendante avec des plantes aromatiques. Ce dispositif, proche de la définition d'« utilité sociale » établie en France (Hély, 2007), ne finance pas des salaires mais l'achat de certains produits pour démarrer le projet. La loi argentine 25.855 de promotion du volontariat exige la réalisation d'un accord écrit entre les organisations et le volontaire afin d'établir les droits et obligations des volontaires et de l'association.

28 Toutes deux ont moins de 30 ans, un enfant en bas âge et exercent leur activité avec leur compagnon. Blanca a fait des études universitaires, qu'elle n'a pas terminées.

29 Dans l'immeuble fonctionnant à un établissement éducatif privé qui a fait faillite. Un des principaux créanciers dudit établissement est la Banque de la province de Buenos Aires, à caractère public.

30 Une quinzaine d'articles de presse recueillis pendant cette période reprennent le même argumentaire. Ils sont relayés par les médias alternatifs, notamment Indymedia. Ici je ne reproduis pas les articles afin de préserver l'anonymat des membres. http://argentina.indymedia.org/archives/archive_by_id.php?id=3856&category_id=39.

31 Ailleurs j'ai souligné l'importance de prendre en compte, dans les analyses, les manières dont le singulier s'articule à la montée en généralité, sans s'effacer complètement (Diaz & Rius, 2017). Ici, cette articulation semble aller de pair avec la possibilité d'établir des responsabilités propres au système judiciaire.

32 Tel est le nom de la campagne en cours.

33 Cette situation est partagée par plusieurs centres établis dans des immeubles abandonnés qui se sont articulés au sein de plusieurs réseaux de centres culturels alternatifs. Le phénomène est également présent dans la municipalité de Buenos Aires qui en 2007 a édicté une loi concernant les centres culturels alternatifs (rappels que la ville capitale du pays ne dépend pas de la province du même nom). La province de Buenos Aires n'a pas renouvelé les normes de ces activités qui demeurent soumises au risque de fermeture de la part des autorités municipales, comme vu dans le communiqué. À propos de l'organisation de ces centres, Ana Wortman réunit plusieurs recherches et considère qu'ils font partie d'un changement des modes de consommation culturelle (Wortman, 2009).

34 Les militants parlent de cette façon des politiques de logement, de transport, culturelles et éducatives qui montrent la concentration des investissements publics en centre-ville et privent des pans entiers de la population, situés dans les quartiers périphériques, de services de qualité.

Pour citer cet article

Référence électronique

Pia V. Rius, « L'expérience du politique dans le milieu associatif en Argentine : entre modes de vie, bénévolat et travail », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, L'expérience latino-américaine de la sociologie pragmatique francophone, mis en ligne le 23 mai 2017, consulté le 28 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/6190>

Auteur

Pia V. Rius

Post-doctorante au sein de l'ANR PORQUE (Pratiques d'organisation quotidiennes étudiées en milieu populaire), Clerseu-Université Lille 1 (France) et enseignante-chercheuse à l'Université nationale de Patagonie San Juan Bosco (Argentine), Facultés de Sciences économiques et d'Humanités et Sciences sociales - piavrius@gmail.com

Droits d'auteur



Les contenus de la revue *SociologieS* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.